SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE DES MÉDIAS DE L'ONTARIO

PROFIL DE L'INDUSTRIE DE L'ÉDITION DE LIVRES

Ontario
Ontario Media Development Corporation
Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario

www.omdc.on.ca

Introduction

L'édition de livres au Canada est une industrie de 2 milliards de dollars, près des deux tiers des revenus étant générés en Ontario[1].

En Ontario, l'industrie des maisons d'édition de livres sous contrôle canadien comprend surtout des petites et moyennes entreprises. Les plus grosses maisons d'édition de livres exploitées au Canada sont sous contrôle étranger. La plupart des maisons d'édition de l'Ontario publient des livres en anglais et ont leur siège social à Toronto. Les six maisons d'édition de langue française de l'Ontario[2] sont situées à Ottawa, Sudbury et Toronto.

Les éditeurs de livres sous contrôle canadien de l'Ontario font face à des conditions commerciales assez difficiles, notamment la taille relativement petite du marché canadien, l'impact des changements technologiques et la forte concurrence des grandes maisons d'édition internationales.

Le travail des auteurs et éditeurs de l'Ontario reçoit régulièrement des marques de distinction :

- *The Sisters Brothers,* de Patrick deWitt, et *Pigeon English*, de Stephen Kelman, tous deux publiés par House of Anansi Press, ont été retenus parmi les finalistes du Man Booker Prize de 2011. C'était la deuxième année consécutive que l'éditeur ontarien décrochait une place dans cette sélection. *Half Blood Blues*, d'Esi Edugyan, publié par Thomas Allen, faisait aussi partie des finalistes du prix de 2011.
- L'œuvre qui a remporté le Prix Giller de 2011, *Half Blood Blues*, d'Esi Edugyan, a été publié par Thomas Allen, une maison d'édition ontarienne. Deux livres publiés par House of Anansi Press ont également été retenus parmi les finalistes du Prix Giller : *The Antagonist,* de Lynn Coady, et *The Sisters Brothers,* de Patrick deWitt.
- Ken Babstock, un poète de l'Ontario, a remporté le Griffin Poetry Prize de 2012 pour son recueil *Methodist Hatchet* (House of Anansi Press). Était également en lice Phil Hall, de Perth, Ontario, pour *Killdeer* (BookThug), œuvre qui a remporté le prix de poésie des 75e Prix littéraires du gouverneur général. Ces deux titres sont également parmi les finalistes du 25e Prix Trillium.
- Les maisons d'édition ontariennes Dundurn Press et Coach House Books figuraient sur la liste des finalistes des prix Libris de 2012 de la Canadian Booksellers Association dans les catégories éditeur de l'année et petite maison d'édition de l'année, respectivement.

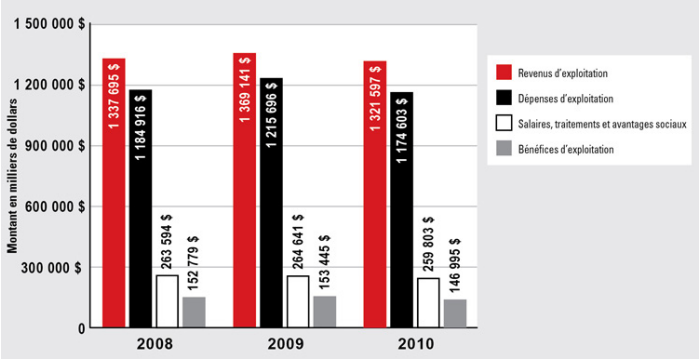
Taille de l'industrie et impact économique

Les renseignements qui suivent concernant l'emploi, les revenus et le marché des consommateurs donnent un bref aperçu de l'activité dans l'industrie fondé sur les meilleures données disponibles. Les chiffres correspondant aux éditeurs sous contrôle canadien qui figurent dans ce profil incluent un nombre très limité de grandes entreprises dont les caractéristiques sont souvent différentes de celles des petites et moyennes maisons d'édition. Les deux plus grandes maisons d'édition sous contrôle canadien représentaient 34 % du marché total de l'édition sous contrôle canadien en 2011[3].

Emploi et salaires

- En 2010, les maisons d'édition du Canada ont dépensé 383 millions de dollars en salaires, traitements et avantages sociaux, soit une diminution de 0,9 % par rapport à 2009. Les éditeurs de l'Ontario représentaient 68 % de ces salaires, traitements et avantages sociaux, pour un total de 260 millions de dollars en 2010[4].

Les éditeurs de livres de l'Ontario en 2008-2010



Source : Statistique Canada, « Éditeurs de livres, 2010 », n° de catalogue : 87F0004X, tableau 1, avril 2012.

Revenus et chiffres connexes

(N.B. : À moins de mention contraire, les chiffres qui suivent incluent l'ensemble des maisons d'édition du Canada, entreprises sous contrôle canadien et multinationales y comprises.)

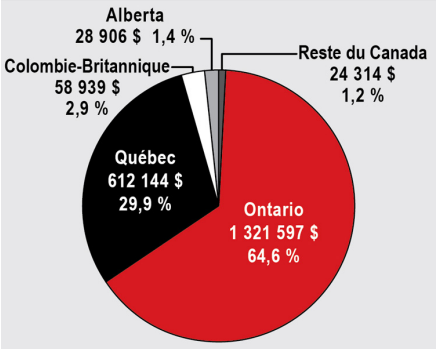
- Les maisons d'édition implantées au Canada ont déclaré des revenus d'exploitation de 2,05 milliards de dollars en 2010, soit une baisse de 2,7 % par rapport à 2009, ce qui marquait la première baisse sur douze mois depuis 2007. Cependant les marges bénéficiaires sont demeurées stables à 11,1 %, les éditeurs rajustant leurs dépenses d'exploitation en fonction de la baisse de revenus[5].

- Les maisons d'édition de l'Ontario ont déclaré des revenus d'exploitation d'un peu plus de 1,32 milliard de dollars en 2010, soit une baisse de 3,5 % par rapport au total de 1,37 milliard de dollars déclaré en 2009. La part ontarienne du total national des revenus d'exploitation a légèrement diminué, passant de 65,1 % en 2009 à 64,6 % en 2010[6].

- En 2010, les maisons d'édition sous contrôle canadien ont généré 1,39 milliard de dollars de revenus. Les recettes tirées des exportations et des autres ventes à l'étranger représentaient 16,6 % du total de leurs revenus d'exploitation[7].

- L'industrie canadienne de l'édition est très concentrée sur les plans géographique et linguistique. En 2010, les maisons d'édition de l'Ontario et du Québec ont généré 94,5 % du total des revenus nationaux. Pour l'ensemble du pays, 77,8 % des revenus d'exploitation étaient attribuables aux maisons d'édition de langue anglaise et 22,2 % aux maisons d'édition publiant principalement des œuvres de langue française[8]. De plus, un très petit nombre de grands éditeurs ont réalisé la plus grande partie des revenus et des bénéfices à l'échelle nationale, et leur part semble s'accroître : les cinq plus grands éditeurs se sont en effet partagé 42 % des revenus d'exploitation de l'industrie en 2009, comparativement à 38 % en 2008[9].

Revenus d'exploitation des éditeurs de livres du Canada en 2010, par région
Total des revenus = 2,05 milliards de dollars
(Les montants ci-dessous sont exprimés en milliers de dollars)



Source : Statistique Canada, « Éditeurs de livres, 2010 », n° de catalogue : 87F0004X, tableau 1, avril 2012.

Marché de la consommation

- Au Canada, les ventes de livres par les voies conventionnelles ont diminué de 11 % en 2011 par rapport aux niveaux atteints en 2010, ce qui s'explique en partie par la montée des ventes de livres numériques, ainsi que par le passage aux ventes en ligne de livres imprimés. Les éditeurs sous contrôle canadien ont déclaré un volume de ventes de 5 091 708 livres, ce qui représente 75,4 millions de dollars de vente au détail, soit une baisse de 7,9 % du nombre d'unités vendues et une baisse de 6,2 % du produit des ventes par rapport à 2010. Le prix catalogue moyen pour les livres à couverture souple d'édition générale publiés par des éditeurs sous contrôle canadien a légèrement diminué, passant de 19,44 $ en 2010 à 19,31 $ en 2011, tout comme le prix catalogue des livres à couverture souple à grande diffusion qui est passé de 7,35 $ à 7,16 $ pour la même période[10].

- La littérature jeunesse est le genre qui a affiché les meilleures ventes au Canada en 2011, avec une part de 27 % du volume des ventes et de 19 % de la valeur des ventes chez les détaillants de livres conventionnels. Les ouvrages généraux de fiction viennent au deuxième rang avec une part de 15 % du volume des ventes et de 16 % de la valeur des ventes[11].

- Selon les données tirées de l'Enquête sociale générale de 2010 effectuée par Statistique Canada, 75,7 % des Canadiens de 15 ans ou plus lisent des livres dans leurs loisirs (ni pour un travail rémunéré ni pour des études). C'est là une augmentation considérable du nombre de lecteurs comparativement aux résultats des enquêtes précédentes. La fréquence de lecture est très variable : 10 % des Canadiens lisent au moins un livre par semaine, une autre tranche de 22 % au moins un livre par mois et un autre 21 % au moins un livre tous les trois mois[12]. En 2009, ce sont l'Ontario, l'Alberta, la Colombie-Britannique et les trois territoires qui affichaient les dépenses médianes les plus élevées pour des livres, soit 150 $ ou plus par année[13].

- Aux États-Unis, les lecteurs consomment des livres sous forme imprimée plus que sous toute autre forme. En décembre 2011, 72 % des Américains d'âge adulte déclaraient avoir lu des livres imprimés au cours de la dernière année, alors que 17 % avaient lu des livres électroniques et 11 % avaient écouté des livres audio. Cependant, le nombre de lecteurs d'ouvrages électroniques ne cesse d'augmenter. Entre décembre 2011 et février 2012, le pourcentage d'Américains d'âge adulte qui avaient lu un livre électronique avait augmenté de quatre points de pourcentage pour atteindre 21 % après la période des Fêtes[14].

- On constate des caractéristiques intéressantes concernant les consommateurs américains de livres électroniques. Ce sont des lecteurs particulièrement avides de livres sous toutes les formes. Alors que le lecteur moyen de livres non électroniques lit 15 ouvrages par année, le lecteur moyen de livres numériques en lit 24 dans la même période, sous forme électronique et imprimée. Environ 30 % des lecteurs de livres électroniques, particulièrement chez les hommes et les personnes de 50 ans ou moins, déclarent qu'ils lisent plus maintenant qu'avant qu'ils ne lisent des livres numériques[15]. Confirmant cette tendance, Amazon signale que ses clients achètent de trois à quatre fois plus de livres après avoir acheté un appareil Kindle[16]. Ces données semblent appuyer l'idée que les ventes de livres électroniques ne viennent pas décimer les ventes de livres imprimés mais stimulent plutôt un renouveau d'intérêt pour la lecture en général.

- Vingt-huit pour cent des adultes aux États-Unis possèdent une tablette de lecture ou une liseuse électronique[17]. Au Canada, trois marques de liseuses dominent le marché : Kobo, à 36 %, Kindle d'Amazon, à 25 % et eReader de Sony, à 23 %[18].

- En plus des appareils, les applis et sites de librairies virtuelles jouent un rôle croissant dans le marché en plein essor du livre électronique. Apple a lancé une version canadienne de son populaire iBookstore en 2010[19], et Google vend des livres sur sa plateforme Google Play; ses premiers contrats avec des éditeurs canadiens ont été signés au début de 2011[20]. Selon le National Book Count, les livres électroniques représentaient 10 % de tous les livres vendus au Canada anglais durant la semaine visée par l'enquête éclair en 2012[21].

Tendances et enjeux

Cette section donne de l'information sur les taux de croissance, les tendances et les enjeux mondiaux et nationaux qui se manifestent dans l'industrie du livre.

Taux de croissance et tendances de l'industrie

- Selon les prévisions, le marché mondial de l'édition pour les livres grand public et éducatifs devrait croître à un taux annuel composé de 1,9 %, pour atteindre 119,2 milliards de dollars américains d'ici 2015. PricewaterhouseCoopers (PwC) prévoit que la quasi-totalité de la croissance que connaîtra l'industrie au cours des cinq prochaines années sera générée par les livres électroniques, poursuivant ainsi la tendance constatée en 2010, lorsque les prix des liseuses électroniques ont baissé et que ces appareils ont pénétré le marché de nombreux pays, ce qui a suscité une augmentation des ventes unitaires et une montée en flèche des dépenses[22].

- En 2010, les États-Unis dominaient encore le marché mondial du livre électronique, représentant 57 % des dépenses mondiales. On prévoyait cependant que ce pourcentage passe à 50 % des dépenses mondiales d'ici 2015 à mesure que les marchés du livre électronique d'autres pays se développent et prennent de plus en plus d'ampleur. Par exemple, l'Inde est en passe de devenir, dans les quatre prochaines années, le marché de l'édition affichant la croissance la plus rapide, grâce à la vigueur de son marché du livre imprimé et de l'essor de son marché du livre numérique[23].

- Selon PwC, le marché canadien de l'édition devrait croître, dans son ensemble, à un taux annuel composé de 2,2 % pour atteindre une valeur de 1,96 milliard de dollars américains d'ici 2015. Le marché général des livres imprimés et des livres audio devrait se resserrer légèrement entre 2011 et 2012, malgré les gains réalisés dans la catégorie des ouvrages éducatifs, mais l'essor des livres électroniques compensera cette tendance. Le marché canadien du livre électronique devrait croître de 54 % entre 2011 et 2012, ce qui dépasse la croissance prévue dans le marché mieux établi du livre électronique aux États-Unis, que l'on estime à environ 36 % sur la même période[24].

- Le monde de la distribution des livres électroniques est en pleine évolution et il n'existe pas encore de modèles commerciaux normalisés pour la vente des livres électroniques. Les chefs de file dans le domaine sont pour la plupart les grands revendeurs et distributeurs multinationaux qui disposent du capital nécessaire pour prendre des risques, comme Google, Sony, Amazon et Harlequin, un éditeur canadien[25]. Par exemple, Amazon serait actuellement en pourparlers avec des éditeurs pour lancer un service d'abonnement aux livres électroniques, qui permettrait aux consommateurs d'avoir accès à une bibliothèque de contenu moyennant le paiement de droits annuels[26]. Microsoft est le dernier joueur à entrer sur le marché du livre numérique avec l'acquisition de Nook, de Barnes & Noble, qu'il entend intégrer à son nouveau système d'exploitation Windows 8[27].

- Bien que l'avènement du livre électronique ait perturbé le marché, il offre également aux éditeurs des chances de développement et de retombées avantageuses. La distribution et la vente en ligne d'ouvrages numériques ont élargi le marché disponible pour les livres de langue anglaise, en permettant aux éditeurs de joindre plus facilement les millions d'anglophones du monde entier sans se soucier de considérations géographiques[28]. Les livres électroniques facilitent également la création de nouvelles formes littéraires ainsi que la réapparition et la commercialisation d'autres formes, notamment le journalisme narratif, les essais et les courtes fictions[29].

- De nos jours, les auteurs sont davantage en mesure de contourner les méthodes habituelles pour publier eux-mêmes leurs œuvres, une tendance facilitée par les nouveaux modèles de financement, y compris les sites Web à financement collectif, comme Kickstarter et Indiegogo, et par les nouveaux venus sur le marché, comme Amazon et Kobo, qui concluent maintenant des contrats directement avec des auteurs[30]. Pourtant, jusqu'à présent, la proposition de valeur des maisons d'édition traditionnelles demeure fort avantageuse; en effet, dans une étude effectuée en 2011, on a constaté que la moitié des auteurs qui ont opté pour l'auto-édition ont tiré moins de 500 dollars américains des livres qu'ils ont eux-mêmes publiés. Les livres auto-édités qui sont viables tendent à être les œuvres d'auteurs bien connus ou appartenant à des genres précis ayant un bon nombre de fidèles lecteurs, comme les romans d'amour[31].

Enjeux au pays et à l'étranger

- Au Canada, du fait de la forte consolidation des points de vente au détail de livres au cours de la dernière décennie, l'espace disponible en rayon pour la vente d'ouvrages canadiens a diminué. Cette situation touche particulièrement les éditeurs de l'Ontario, dans la mesure où les commerces de détail constituent leur principal point d'accès aux consommateurs, même si les livres électroniques et l'impression sur demande devraient permettre d'établir de nouveaux niveaux d'interaction avec les clients[32].

- Les maisons d'édition sous contrôle canadien implantées en Ontario ont également éprouvé des difficultés liées aux économies d'échelle et à la concurrence. Les éditeurs de l'Ontario doivent rivaliser avec des niveaux de prix fixés par leurs concurrents américains, dont les coûts sont inférieurs grâce à de plus grandes économies d'échelle. Ces prix réduits font que les marges sont moindres et qu'ils se retrouvent ainsi dans l'incapacité d'offrir une rémunération compétitive à leurs auteurs. Ces éditeurs tendent donc à perdre des auteurs canadiens appréciés qui sont attirés par des multinationales en mesure d'offrir une rémunération plus intéressante et un accès à des marchés plus importants. Par conséquent, même si les éditeurs de l'Ontario sont généralement capables de survivre, il leur est difficile de générer des bénéfices importants qui pourraient être réinvestis dans leur contenu, dans leurs activités ou dans leur croissance future[33].

- Les maisons d'édition du Canada et de l'Ontario, en particulier les éditeurs de livres pour enfants, ont depuis longtemps des difficultés à faire figurer des ouvrages canadiens au catalogue des bibliothèques scolaires. Les maisons d'édition du Canada cherchent un moyen de se tailler une meilleure place en tant que source importante d'œuvres mettant en relief les récits et les valeurs du Canada dans les bibliothèques scolaires. Une récente étude commandée par l'industrie formule un certain nombre de recommandations : exercer notamment des pressions sur le ministère de l'Éducation pour qu'il affecte des fonds destinés spécifiquement à l'acquisition de livres d'auteurs canadiens et qu'il établisse un seuil minimal de contenu canadien dans les bibliothèques scolaires[34].

- Les libraires et éditeurs francophones hors Québec sont incapables de créer des liens directs avec les institutions de cette province en raison de la loi 51, promulguée en 1981, qui exige que les institutions locales s'approvisionnent exclusivement chez des détaillants agréés du Québec. Plus récemment, l'industrie de l'édition franco-ontarienne a dû faire face à un défi additionnel puisque ses principaux clients—les conseils scolaires et les bibliothèques —s'approvisionnent de plus en plus auprès de grands revendeurs et magasins en ligne. Un comité des intervenants de l'industrie a été créé en 2007 pour aborder les défis communs et pour envisager l'élaboration d'une politique du livre pour l'Ontario français. Ce groupe, toujours actif, a étudié les enjeux mais n'a pas encore rendu publics les résultats ou les accords relatifs à une telle politique découlant de ses travaux[35].

- En juillet 2010, le ministère du Patrimoine canadien a lancé un examen de la politique du gouvernement fédéral en matière d'investissement à l'étranger dans les domaines de l'édition et de la distribution de livres, en vue de déterminer si les politiques actuelles permettaient une saine concurrence et si elles facilitaient la création et l'accessibilité du contenu culturel canadien au Canada et à l'étranger. Les résultats de cet examen de politique n'ont pas encore été annoncés[36].

Aides de l'État[37]

- Le ministère du Patrimoine canadien a restructuré l'ancien Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition (PADIÉ) qui est devenu le Fonds du livre du Canada le 1er avril 2010. Le montant du financement annuel a été maintenu à 39,5 millions de dollars jusqu'en 2014-2015[38].

- Actuellement, les éditeurs ontariens ont accès à une aide financière provinciale dans le cadre de divers programmes et crédits d'impôt : le Fonds du livre de la SODIMO, le Fonds de la SODIMO pour l'exportation du livre et le Crédit d'impôt de l'Ontario pour les maisons d'édition (CIOME). Grâce à son Programme de développement de l'industrie, la SODIMO offre également un soutien aux organisations de l'industrie du livre pour des événements et des activités qui stimulent la croissance de l'industrie.

- D'autres mécanismes de financement aux paliers fédéral et provincial comprennent le programme du Conseil des arts du Canada intitulé Aide à l'édition de livres (volets Subventions aux nouveaux éditeurs et Subventions générales) et le programme du Conseil des arts de l'Ontario Block Grants to Book Publishers (ainsi que le programme Édition destiné aux éditeurs de livres en français).
- La SODIMO a parrainé le Prix Trillium, qui célébrait son 25e anniversaire en 2012. Le plus prestigieux des prix littéraires de la province, le Prix Trillium rend hommage à l'excellence des écrivains de l'Ontario. Parmi les anciens lauréats, mentionnons Margaret Atwood, Michael Ondaatje, Timothy Findley, Ian Brown et Michèle Matteau. Les finalistes de cette année dans la catégorie principale parmi les auteurs de langue anglaise sont Ken Babstock, Phil Hall, David Bezmozgis, Tony Burgess, Kristen den Hartog et David Gilmour. Les finalistes dans la catégorie principale parmi les auteurs de langue française sont Yann Garvoz, Maurice Henrie, Monia Mazigh, Joëlle Roy et Michèle Vinet.

État au 8 juin 2012.

notes de fin

1 Statistique Canada, « Éditeurs de livres, 2010 », no de catalogue 87F0004X, tableau 1, 16 avril 2012.
2 Lucie Hotte et al., *La Chaîne du livre en Ontario français : un état des lieux*, juin 2010, Chaire de recherche sur les cultures et les littératures francophones du Canada, p. 83.
3 BookNet Canada, *The Canadian Book Market 2011*, p. 21. Selon le volume des ventes.
4 Statistique Canada, « Éditeurs de livres, 2010 », tableau 1.
5 ibid, tableau 1 et Faits saillants.
6 ibid, tableau 1.
7 ibid, tableau 11. Les chiffres de ce tableau sont fondés sur la portion enquête de la collecte de données effectuée par Statistique Canada, laquelle fait état des sociétés qui génèrent la tranche supérieure de 95 % des revenus dans le secteur canadien de l'édition de livres, ainsi que sur les données administratives utilisées dans le cas des petites entreprises.
8 ibid, Faits saillants.
9 ibid, « Éditeurs de livres, 2009 », Analyse.
10 BookNet Canada, p. 10, 20-21. À l'heure actuelle, BookNet ne suit qu'une petite fraction des ventes des détaillants en ligne au Canada.
11 ibid, p. 12-13.
12 Hill Stratégies, « Activités artistiques, culturelles et patrimoniales des Canadiens en 2010 », *Regards statistiques sur les arts*, vol. 10, no 2, février 2012, p. 4, 35. Ces chiffres tiennent compte des livres sous toutes les formes, imprimée ou électronique.
13 Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses des ménages (EDM), dépenses des ménages au titre du matériel de lecture, selon les provinces et territoires*, 2009. CANSIM 203-0011. Ces chiffres ne sont plus mis à jour par Statistique Canada et remontent à la période précédant les tendances relatives à la lecture de livres électroniques.
14 Pew Internet, « The rise of e-reading », 5 avril 2012, p. 3-4.
15 ibid, p. 4.
16 Peter Nowak, « The future of reading and publishing according to Amazon », *Macleans.ca*, 11 mai 2012.
17 Pew Internet, p. 4.
18 Ipsos Reid, « BlackBerry, Apple, Kobo Top Brands in Canada's Mobile Device Market », communiqué, 8 novembre 2011.
19 Jameson Berkow, « Ottawa approves Apple Canada's iBookstore », *Financial Post*, 14 décembre 2010.
20 Google Play; Natalie Samson, « Google eBooks joins forces with Canadian booksellers » *Quill & Quire Omni*, 13 janvier 2011.
21 CBC.ca, « Canadian book count tracks increase in reading », 16 février 2012. Les chiffres portent sur la semaine du 23 au 29 janvier 2012.
22 PricewaterhouseCoopers (PwC), *Global Entertainment and Media Outlook 2011-2015*, p. 59, 66.
23 ibid, p. 66.
24 ibid, p. 573-579.
25 Castledale Inc., en collaboration avec Nordicité, *Étude stratégique relative à l'industrie ontarienne de l'édition*, septembre 2008, p. 4.
26 Dan Misener, « Amazon subscription service could rewrite book industry », CBC.ca, 13 septembre 2011.
27 David Berman, « Who wins from Microsoft's foray into digital books? », *The Globe and Mail*, 30 avril 2012.
28 Nowak; Andi Sporkin, « US Publishers see rapid sales growth worldwide in print and e-formats », Association of American Publishers.
29 Greg Quill, « Publishing is still a thrill for innovative pioneers », *The Toronto Star*, 10 mai 2012.
30 CBC.ca, « Kobo to become a publisher », 27 octobre 2011; Leo MacKay, « Rolling up the rim on new publishing models », CBC.ca, 18 avril 2012; Russell Smith, « Who needs publishers when you can pitch a book on social media? », *The Globe and Mail*, 22 février 2012.
31 Alison Flood, « Stop the Press: half of self-published authors earn less than $500 », *The Guardian*, 24 mai 2012; Tracy Sherlock, « Publishing industry thrown for a loop by ebooks », *Canada.com*, 14 mai 2012.
32 Castledale Inc., en collaboration avec Nordicité, p. 4; SECOR Consulting, *Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario : Vers un plan stratégique*, septembre 2008, p. 9.
33 SECOR Consulting, p. 8-9.
34 Association of Canadian Publishers (ACP), *Ontario Library Investment Project: Marketing Canadian Books for Ontario Children*, septembre 2009, p. 2-3, 8.

notes de fin

35 Édinova, *La diffusion et la distribution du livre de langue française au Canada*, étude effectuée pour le compte du ministère du Patrimoine canadien, août 2008, p. 24-25; Lucie Hotte et al., p. 9; Daniel Lemay, « Toronto perd sa seule librairie française », *La Presse*, 2 avril 2009; Association des auteures et auteurs de l'Ontario français, « Une politique du livre en Ontario français », communiqué, 8 février 2011.

36 Ministère du Patrimoine canadien, *Investir dans l'avenir des livres canadiens : Examen de la Politique révisée sur les investissements étrangers dans l'édition et la distribution du livre*, juillet 2010; ACP, « Publishers mourn the loss of a pioneering firm », communiqué, 10 janvier 2012.

37 Les renseignements figurant dans cette section donnent un aperçu d'une partie de l'aide gouvernementale accordée à l'industrie de l'édition de livres. Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive de l'aide gouvernementale disponible.

38 Ministère du Patrimoine canadien, « Le gouvernement du Canada renouvelle son investissement dans l'édition canadienne en mettant l'accent sur la technologie numérique », communiqué, 22 septembre 2009.